

tions... » (*L'Humanité*, 13-9). On était loin de la campagne contre la guerre du Rif, le P.C.F. avait pour objectif « une véritable Union Française ».

Les militants trotskystes appelèrent à la constitution d'un vaste front anti-impérialiste de résistance à la guerre coloniale et à toutes ses implications, se battant pour l'arrêt des opérations de guerre, le retrait du contingent, le droit des peuples d'Afrique du Nord à disposer démocratiquement de leur sort.

Une ébauche de front se constitua début septembre au niveau des organisations de jeunesse par la création du « Comité des organisations de jeunesse contre l'utilisation du contingent » à l'initiative des jeunes de la nouvelle gauche. Mais très vite l'U.J.R.F. (Union des Jeunes Républicains de France), organisation de jeunesse du P.C.F., après avoir participé aux premières discussions, s'en retira, motivant sa décision par la présence « d'éléments policiers trotskystes ou libertaires ». La participation d'éléments « provocateurs » devint un leitmotiv pour le P.C.F. pour refuser toute action unitaire, se coupant ainsi pratiquement de l'ensemble des mouvements de jeunes hostiles à la guerre d'Algérie. Cette pratique se révéla pleinement à l'occasion du meeting et du rassemblement du 13 octobre à la Mutualité (voir Document n° 16).

Une certaine accalmie se fit jour avec la chute du gouvernement et la campagne du Front républicain. Les élections du 2 janvier 1956 donnèrent la majorité à ceux qui proclamaient vouloir en finir avec la guerre d'Algérie par la négociation : Guy Mollet déclarant le 15 janvier qu'il fallait fixer le sort des Algériens par « une libre discussion entre eux et nous ». Cependant après les tomates ultras d'Alger le 6 février, il demanda les pouvoirs spéciaux pour rétablir l'ordre, pouvoirs que le P.C.F. vota au nom de l'unité de la gauche ; le contingent se trouvait ainsi progressivement enfoncé dans la guerre coloniale.

Le mouvement des rappelés renaissait alors un peu partout : ils arrêtaient les trains qui les emportaient à La Rochelle, Ville-neuve-Saint-Georges, Lyon, Nantes, Nice... les rails étaient débou-lonnés ou bloqués.

Des manifestations de femmes se déroulèrent à Caen, à Nîmes à l'occasion de départs : la population se joignit aux soldats à Lezignan, Le Havre, Dijon et surtout à Grenoble. Dans cette ville, le 18 mai des centaines de personnes s'opposèrent au départ d'un train de rappelés en coulant du béton dans les aiguillages, affrontant les C.R.S. : bilan d'une cinquantaine de blessés dans les deux camps et 51 arrestations.

Dans les casernes régnait une ambiance extraordinaire, les soldats refusant d'obéir à leurs officiers. Des comités de lutte de soldats se créaient un peu partout, impulsés par des militants révolutionnaires (peu nombreux, il est vrai), par des membres d'organisations de jeunesse. Mais leurs faiblesses ne permirent pas d'unifier ce mouvement en lui proposant des perspectives centrales.

Le mouvement retomba devant la carence des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier ; elle entraîna cependant une première crise dans les mouvements des jeunes (l'U.J.R.F. se transformant en J.C.). Les rappelés furent abandonnés à leur sort et partirent la mort dans l'âme et la rage au cœur.

Devant cette situation, la position du gouvernement se trouva

renforcée, ce qui se traduit par une répression accrue : journaux saisis (*France-Observateur*, *L'Humanité*, *La Vérité des Travailleurs*), manifestants arrêtés et condamnés. Ainsi furent arrêtés et détenus pendant plusieurs semaines Minguet, Bouvet, Frank du P.C.I. et Weill de la Nouvelle Gauche pour atteinte à la sécurité de l'Etat et entreprise de démoralisation de l'armée (voir Documents n° 17-18). Ces mesures inaugurées par l'arrestation de C. Bourdet, responsable de *France-Observateur*, visaient à faire le silence sur la guerre coloniale menée en Algérie.

Elles étaient destinées à réprimer la lutte de ceux qui prônaient une action de masse contre la guerre, apportant un soutien effectif sous toutes ses formes aux combattants des maquis algériens, défendant l'idée de l'indépendance de l'Algérie.

Cependant l'inconsistance du dossier obligea le ministre de l'Intérieur Bourghès Maunoury à relâcher les militants arrêtés ; mais afin de ne pas s'avouer vaincu il inculpa aussitôt P. Frank et J. Privas pour des articles parus dans *La Vérité des Travailleurs*. Pour les militants trotskystes, ce fut l'occasion de transformer la cour d'appel en chambre d'accusation du colonialisme et de faire un virulent plaidoyer pour l'indépendance algérienne (voir Document n° 19).

La justice colonialiste leur infligea 6 mois de prison avec sursis, montrant ainsi son vrai visage et ses craintes au moment où les travailleurs nord-africains en France s'engageaient de plus en plus dans le soutien à ceux que l'on appela les « fellaghas », faisant grève et manifestant à plus de 10 000 à Paris.

III. RIVALITES F.L.N.-M.N.A.

La question algérienne occupait une part de plus en plus importante dans l'activité du P.C.I. et de l'Internationale tout entière. Dans son rapport au XII^e congrès, A. Duret écrivait : « La révolution coloniale a été au cours des dix dernières années l'élément moteur de la Révolution mondiale. Par suite de la politique des partis réformistes et staliniens, la révolution coloniale a dû se frayer sa propre voie, a dû se développer par sa seule force. » Le manifeste adopté par le congrès adressait « son salut aux masses des pays colonisés » apportant « sa solidarité totale aux masses algériennes ».

Un important problème se posait au P.C.I. et à l'ensemble de l'avant-garde révolutionnaire, il s'agissait des rivalités entre le F.L.N. et le M.N.A. de Messali-Hadj (nouveau sigle du M.T.L.D.), la position adoptée vis-à-vis des deux mouvements rivaux constituait une ligne de clivage dans le soutien à la révolution algérienne. Ainsi la future O.C.I. (« groupe Lambert » issu de la scission de 1952) se fit pendant plusieurs années le champion du M.N.A., le considérant comme quasi bolchevique, lui attribuant le contrôle de la majeure partie des maquis du pays algérien, pourfendant ceux qui osaient prétendre le contraire et vouant les « tueurs » du F.L.N. aux injures.

Cette position, plus nuancée dans la forme, était partagée par une partie de la gauche française, des personnes comme